MTL. L.4998/2.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 décembre 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut syndical des officiers et agents judiciaires près les parquets", a donné le 12 décembre 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e December 1955 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende syndicaal statuut van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten", heeft de 12e December 1955 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

Le projet étant une adaptation, à l'intention des officiers et agents judiciaires, du statut syndical des agents des services publics contenu dans l'arrêté royal du 20 juin 1955, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison de faire revivre dans le projet la notion de la reconnaissance des organisations syndicales, alors que le statut précité lui a substitué la notion d'agréation, plus conforme au fait.

Cette observation s'applique notamment aux articles 1er et 2, 4, 10, 14, 16, 30, 31, 33 et 34.

\+

\+ \+

ARTICLE 1er.

En dispensant le Ministre de demander l'avis du comité de consultation syndicale lorsqu'il veut retirer l'agréation d'une organisation syndicale pour manquement aux conditions de fond prévues au § 1er, l'alinéa 3 du § 2 supprime en fait l'obligation pour le Ministre de consulter jamais le comité avant de retirer une agréation. Le Gouvernement n'a vraisemblablement pas aperçu cette conséquence de la disposition.

Le projet, d'autre part, ne requiert pas l'avis préalable du comité en cas de refus de l'agréation. Cette divergence de régime avec le retrait devrait être éliminée si elle n'est pas voulue.

.../...

Le texte ci-après tient compte de ces observations et serait en outre plus concis :

"Article 1er.-

§ 1er. Sont agréées auprès du Ministère de la Justice, les organisations syndicales des officiers et agents judiciaires près les parquets :

1° qui envoient au Ministre, sous pli recommandé à la poste, une copie de leurs statuts et la liste de leurs dirigeants responsables;
2° qui ne comptent comme membres que des officiers et agents judiciaires près les parquets, en activité de service ou admis à la pension,
3° et dont les statuts ne comportent aucune disposition qui pourrait avoir pour conséquence d'astreindre leurs membres soit à des obligations ou activités qui seraient contraires aux lois et règlements ou susceptibles d'entraver l'administration de la justice ou l'exercice régulier de leurs devoirs, soit à des suspensions de service.

Les organisations syndicales reconnues communiquent au Ministre, dans les trois mois, les modifications apportées à leurs statuts ou à la liste de leurs dirigeants responsables.

§ 2. L'agréation est acquise à l'expiration d'un délai de deux mois suivant le dépôt des statuts, si elle n'a pas été refusée par décision motivée du Ministre.

Elle peut, en tout temps, être retirée par décision motivée du Ministre.

.../...

Hors le cas où la mesure est prise pour manquement de l'organisation syndicale à l'obligation imposée au § 1er, alinéa 1er, 1°, et alinéa 2, l'agréation ne peut être refusée ou retirée qu'après avis du comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets. En cas de retrait, les dirigeants responsables de l'organisation syndicale sont préalablement invités à présenter leurs explications".

ARTICLE 2.

La partie de cet article constituant le a) gagnerait à être rédigée ainsi qu'il suit :

" a) entrer directement en relation avec le Ministre de la Justice, et notamment :

1° adresser au Ministre des requêtes, demander audience, formuler des voeux, des réclamations ou des propositions dans l'intérêt collectif des officiers et agents judiciaires;

2° introduire auprès du Ministre des réclamations ou des revendications présentées à titre personnel par un officier ou un agent judiciaire. Le Ministre communique celles-ci aux différentes autorités hiérarchiques, pour que chacune les examine dans les limites de sa compétence et fasse rapport à son supérieur".

ARTICLE 4.

L'alinéa 1er permet aux organisations syndicales agréées d'officiers et agents judiciaires de choisir leurs délégués au comité de consultation syndicale non seulement parmi leurs propres membres, mais aussi parmi les membres

.../...

des organisations syndicales agréées d'agents des services publics. Afin de ne laisser subsister aucun doute sur la notion d'"agents des services publics" ni sur celle d'"organisations syndicales agréées", il importe que le texte se réfère avec précision au statut syndical des agents des services publics.

D'autre part, il serait conforme au désir du Gouvernement et à la simple logique que le texte réservât la majorité des places de délégués syndicaux dans le comité de consultation à des membres d'organisations syndicales propres aux officiers et agents judiciaires.

Enfin, l'agréation des membres du comité de consultation désignés par les organisations syndicales, fait double emploi avec l'agréation des délégués syndicaux en général, prévue à l'article 33, alinéa 2, du projet. Il ressort, en effet, de la combinaison des articles 3 et 38 du statut syndical des agents des services publics, éclairés par le rapport au Roi (observation VII, alinéas 3 et 4), que les personnes désignées par les organisations syndicales pour représenter le personnel dans le comité de consultation syndicale, sont des délégués des organisations au même titre que les personnes chargées par celles-ci de toute autre mission syndicale. Il en sera de même pour les personnes désignées par les organisations syndicales des officiers et agents judiciaires pour représenter ceux-ci au comité de consultation, même pour celles qui seraient choisies parmi les membres d'organisations étrangères aux officiers et agents judiciaires. Le projet fait sienne cette interprétation, puisque son article 33 exige que tous les délégués des organisations syndicales agréées des officiers et agents judiciaires soient officiers ou agents judiciaires en activité de service, "à l'exception de ce qui est prévu à l'article 4, 2°, en ce qui concerne les membres (du comité de consultation) désignés par les organisations syndicales". En conséquence, le Conseil d'Etat propose

.../...

d'omettre dans l'article 4 toute allusion à l'agréation, quitte à préciser dans l'article 33, si le Gouvernement y tient, que les membres du comité de consultation désignés par les organisations syndicales sont compris parmi les délégués de celles-ci.

L'article 4 pourrait donc être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Le comité est composé :

1° d'un président, désigné par le Ministre parmi les magistrats de la Cour de cassation ou du Parquet près cette cour ;

2° de dix membres effectifs, savoir :

a) cinq membres désignés par les organisations syndicales agréées des officiers et agents judiciaires, soit parmi leurs propres membres en activité de service, soit parmi les membres d'organisations syndicales agréées d'agents des services publics, visées à l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juin 1955, mais sans que les seconds, s'il y en a, puissent être plus nombreux que les premiers;

b) cinq membres désignés par le Ministre, dont quatre parmi les magistrats de l'ordre judiciaire et un parmi les fonctionnaires de son département.

Un président suppléant et des membres suppléants sont désignés selon les mêmes modalités que le président et les membres effectifs. Le président suppléant et le membre suppléant siègent respectivement en cas d'absence du président et d'un membre effectif".

.../...

ARTICLE 5.

Les mots : "par le Ministre de la Justice" font double emploi avec l'article 6, alinéa 1er. L'article 5 serait même mieux rédigé comme suit :

"Article 5.-

Sont soumises pour avis au comité, toutes questions relatives aux intérêts matériels, professionnels et moraux des officiers et agents judiciaires, y compris celles qui concernent la formation professionnelle du personnel, l'organisation matérielle des services en général, l'amélioration des conditions de travail, l'hygiène et la sécurité.

Toutefois, si l'intérêt public l'exige, l'avis n'est pas requis lorsque les décisions à prendre ne produisent leurs effets qu'en temps de guerre".

ARTICLE 7.

Au § 1er, étant donné que le texte met l'accent sur le nombre des membres présents et non sur le groupe qu'ils forment, il serait plus correct d'user de la formule: "si la majorité de ses membres sont présents".

Au § 3, c'est par inadvertance, au dire du fonctionnaire compétent, que le projet ne reproduit pas l'alinéa 2 de l'article 9, § 3, du statut syndical des agents des services publics :

"En cas de partage des voix, l'avis mentionne obligatoirement les deux opinions".

.../...

L'article devrait être complété sur ce point.

ARTICLE 8.

Le § 2, alinéa 1er, serait plus correctement rédigé comme suit :

" § 2. La décision prise à la suite de la consultation syndicale, vise l'avis émis ou mentionne son absence dans le cas prévu à l'article 7, § 2".

ARTICLES 12 et 13.

Le Conseil d'Etat est d'avis que ces deux articles sont inutiles. Le premier, qui figurait dans le statut syndical des agents de l'Etat du 11 juillet 1949, n'est pas reproduit dans le statut syndical des agents des services publics du 20 juin 1955. Le second, qui s'inspire de l'article 8, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949, abrogé par le projet, n'a pas de raison d'être à l'égard de deux organismes indépendants l'un de l'autre et dont les compétences respectives ne s'excluent pas.

INTITULE DU TITRE III.

Cet intitulé gagnerait à devenir :

"TITRE III. ELECTIONS SYNDICALES".

.../...

ARTICLE 20.

Le § 2 serait plus exactement rédigé comme suit :

" § 2. Les bureaux électoraux siègent dans les locaux des polices judiciaires des parquets.

Ils comprennent un président et deux assesseurs.

Est président l'officier qui commande les officiers et agents judiciaires de l'arrondissement dans lequel siège le bureau de vote.

Les assesseurs sont choisis par le président, l'un parmi les officiers et l'autre parmi les agents judiciaires".

ARTICLE 23.

Le 3° devrait être complété comme suit :

(Sont nuls :) " 3° les bulletins souillés, ceux qui portent une marque et ceux dont les formes ou diménsions ont été altérées; les enveloppes visées à l'article 24, § 2, qui sont souillées, qui portent une marque ou dont les formes ou dimensions ont été altérées;".

Ce numéro devrait prévoir en outre le sort qui sera réservé aux enveloppes qui contiendraient plusieurs bulletins (cfr. article 24, § 2).

.../...

ARTICLE 24.

Au § 3, alinéa 1er, il faudrait prévoir que : "tous les bulletins et enveloppes ... sont comptés", afin de tenir compte de l'observation précédente.

Au § 4, la seconde phrase serait plus correctement rédigée comme suit : "L'enveloppe extérieure portera, imprimée, la mention prévue au § 3, alinéa 3".

ARTICLE 26.

A l'alinéa 1er, la seconde phrase devrait être complétée comme suit : "Celui-ci s'effectue au Ministère de la Justice, les délégués des organisations syndicales candidates étant présents ou dûment convoqués". Ainsi éviterait-on qu'on puisse invoquer l'irrégularité des opérations au cas où les délégués ne répondraient pas à la convocation.

ARTICLE 33.

Tenant compte des observations émises au sujet de l'article 4, l'article 33 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 33.-

Tous les délégués des organisations syndicales agréées des officiers et agents judiciaires, y compris les membres du comité de consultation syndicale désignés par ces organisations, doivent être agréés par le Ministre.

.../...

Ils doivent être officiers ou agents judiciaires en activité de service, sauf les membres du comité de consultation syndicale choisis par les organisations précitées au dehors de celles-ci.

Les délégués ne peuvent exercer de missions syndicales qu'en faveur d'officiers ou d'agents judiciaires.

Les personnes mandatées par ces délégués doivent être officiers ou agents judiciaires en activité de service.

L'agréation prévue à l'alinéa 1er ne peut être refusée ou retirée qu'après avis du comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets".

ARTICLE 34.

L'article ne pouvant évidemment s'appliquer à des personnes du "secteur privé", le début de l'alinéa 1er serait rédigé avec plus de précision comme suit :

"Les officiers et agents judiciaires, ainsi que les agents des services publics qui font partie du comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets ou qui sont appelés aux séances de ce comité en raison de leurs connaissances techniques, obtiennent congé:".

Au 1° du même alinéa, il importe de se référer, comme dans le statut syndical des agents des services publics : "aux travaux des commissions et comités nationaux". Le qualificatif est peut-être inutile, en fait, pour les organisations des officiers et agents judiciaires, mais la disposition vise aussi les organisations syndicales d'agents des services publics.

.../...

En tant qu'il concerne les agents de l'Etat, tout l'article devrait être délibéré en conseil des ministres et motivé, selon le prescrit de l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, parce qu'il déroge aux arrêtés royaux des 16 mars 1940 et 23 mars 1955 relatifs aux congés des agents de l'Etat, qui ne prévoient pas de "petits congés syndicaux". L'arrêté royal du 20 juin 1955 n'accorde ces congés aux agents des services publics que pour leur participation à l'activité syndicale des services précités, parmi lesquels ne figurent pas les polices judiciaires des parquets.

ARTICLE 36.

Cet article devrait être mis en concordance avec les articles 4 et 33, tels que le Conseil d'Etat propose de les modifier :

"Article 36.-

Les délégués des organisations syndicales, y compris les membres du comité de consultation syndicale désignés par les organisations syndicales, ainsi que les personnes appelées aux séances de ce comité en raison de leurs connaissances techniques, sont tenus de ne pas divulguer les faits et documents auxquels le Ministre ou le président du comité de consultation syndicale attribue un caractère confidentiel.

En tant qu'elle concerne les délégués, la violation de cette prescription peut entraîner le retrait de l'agréation prévue à l'article 33".

.../...

ARTICLE 37.

Afin de tirer toutes les conséquences de la suppression de la Commission paritaire consultative près le Comité régulateur, le Conseil d'Etat propose de compléter comme suit l'abrogatoire :

"Article 37.-

§ 1er. Sont abrogés, les articles 8 à 11 de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949, modifiés par l'arrêté royal du 12 décembre 1952.

§ 2. Sont supprimés :

1° à l'article 2 du même arrêté, les mots : "Sous réserve des attributions de la Commission consultative paritaire instituée près le Comité régulateur;
2° à l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1952, les mots : "et de la Commission paritaire consultative auprès du Comité régulateur".

§ 3. L'intitulé du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant : "Arrêté du Régent relatif au Comité régulateur des polices judiciaires des parquets".

OBSERVATION FINALE.

S'il est tenu compte des propositions faites par le Conseil d'Etat pour les articles 4 et 34, le préambule du projet devra en conséquence :

.../...

1° viser, après l'arrêté organique du Comité régulateur, l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics;

2° insérer, avant les avis, un considérant de motivation relatif aux "petits congés syndicaux";

3° mentionner in fine la délibération en conseil des ministres.

ALGEMENE OPMERKING.

Daar het ontwerp een aanpassing is, ten behoeve van de gerechtelijke officieren en agenten, van het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten dat in het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 is neergelegd, kan de Raad van State geen reden zien om, zoals de Franse tekst van het ontwerp doet, terug te grijpen naar het begrip "reconnaissance" van de syndicale organisaties, waarvoor in voornoemd besluit het beter aan de feiten beantwoordende begrip "agréation" in de plaats was gekomen.

Deze opmerking geldt met name voor de artikelen 1, 2, 4, 10, 14, 16, 30, 31, 33 en 34.

\+

\+ \+

Artikel 1.

Waar § 2, derde lid, de Minister er van ontslaat het advies van de syndicale raad van advies in te winnen wanneer hij de erkenning van een syndicale organisatie wil intrekken wegens niet-naleving van de in § 1 gestelde voorwaarden betreffende de grond, betekent dit in feite dat de Minister nooit zodanig advies zal moeten vragen alvorens een syndicale erkenning in te trekken. Waarschijnlijk is dit de Regering ontgaan.

Anderzijds eist het ontwerp geen voorafgaand advies van de syndicale raad in geval van weigering van de erkenning. Dit verschil in behandeling tussen weigering en intrekking dient eveneens te worden opgeheven, tenzij het gewild is.

.../...

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met deze opmerkingen en is bovendien beknopter :

"Artikel 1.-

§ 1. Bij het Ministerie van Justitie worden erkend de syndicale organisaties van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten :

1° die onder een ter post aangetekende omslag aan de Minister een afschrift van hun standregelen en de lijst van hun verantwoordelijke leiders toezenden;

2° die uitsluitend in actieve dienst zijnde of tot het pensioen toegelaten gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten als lid hebben;

3° en in wier standregelen geen bepalingen voorkomen waardoor hun leden zouden kunnen worden genoopt tot enige verplichting of activiteit welke met de wetten en reglementen in strijd mocht zijn of welke aan de rechtsbedeling of de regelmatige uitvoering van hun ambtsplichten afbreuk zou doen, dan wel tot enige dienstonderbreking.

Van wijzigingen in hun standregelen of in de lijst van hun verantwoordelijke leiders geven de erkende syndicale organisaties binnen drie maanden kennis aan de Minister.

§ 2. De erkenning is verkregen na het verstrijken van een termijn van twee maanden volgend op de toezending van de standregelen, indien zij niet bij gemotiveerde beslissing van de Minister is geweigerd.

Zij kan te allen tijde bij gemotiveerde beslissing door de Minister worden ingetrokken.

.../...

Buiten het geval waarin de maatregel wordt getroffen omdat de syndicale organisatie is tekort gekomen aan de voorwaarden en aan de verplichting opgelegd in paragraaf 1, eerste lid, 1°, en tweede lid, kan de erkenning eerst na advies van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten worden geweigerd of ingetrokken. Bij intrekking moeten de verantwoordelijke leiders van de syndicale organisatie vooraf om uitleg worden verzocht".

Artikel 2.

De strekking van het bepaalde in letter a zou beter tot uiting komen in de volgende lezing :

"a) rechtstreeks met de Minister van Justitie betrekkingen onderhouden en met name :

1° bij de Minister verzoekschriften indienen, om gehoor verzoeken, wensen naar voren brengen, klachten of voorstellen indienen in het gemeenschappelijk belang van de gerechtelijke officieren en agenten;

2° bij de Minister klachten of eisen indienen welke een gerechtelijk officier of agent persoonlijk naar voren heeft gebracht.

De Minister deelt ze mede aan de onderscheiden hiërarchische overheden, opdat elk van deze ze binnen de grenzen van haar bevoegdheid zou onderzoeken en bij haar meerdere verslag zou doen".

.../...

Artikel 4.

Volgens het eerste lid kunnen de erkende syndicale organisaties van gerechtelijke officieren en agenten hun afgevaardigden in de syndicale raad van advies niet alleen uit hun eigen leden kiezen maar ook uit de leden van erkende syndicale organisaties voor het personeel der openbare diensten. Opdat geen twijfel mogelijk zou zijn aangaande het begrip "personeel der openbare diensten" of "erkende syndicale organisaties", ware het dienstig in de tekst duidelijk naar het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten te verwijzen.

Voorts zou men in de lijn blijven van wat de Regering bedoelt en overigens van de gewone logica, indien in de tekst werd gezegd dat de meerderheid van de mandaten van syndicaal afgevaardigde in de syndicale raad van advies is weggelegd voor leden van syndicale organisaties die eigen zijn aan de gerechtelijke officieren en agenten.

Tenslotte kan de erkenning van de leden van de syndicale raad, die door de syndicale organisaties worden aangewezen, worden gelijkgesteld met de erkenning van de syndicale afgevaardigden in het algemeen, welke in artikel 33, tweede lid, van het ontwerp is voorgeschreven. Een vergelijking van de artikelen 3 en 38 van het syndicaal statuut van het personeeel der openbare diensten, aan de hand van het verslag aan de Koning (opmerking VII, derde en vierde lid), toont immers aan, dat degenen die door de syndicale organisaties worden aangewezen om het personeel in de syndicale raad van advies te vertegenwoordigen, evengoed afgevaardigden van de organisaties zijn als degenen die door deze met enige andere syndicale opdracht worden belast. Hetzelfde

.../...

geldt voor degenen die door de syndicale organisaties van gerechtelijke officieren en agenten worden aangewezen om hen in de syndicale raad te vertegenwoordigen, zelfs voor degenen die gekozen worden uit de leden van organisaties die niet eigen zijn aan de gerechtelijke officieren en agenten. Op deze interpretatie steunt het ontwerp, aangezien artikel 33 eist, dat alle afgevaardigden van de erkende syndicale organisaties van gerechtelijke officieren en agenten zouden zijn gerechtelijke officieren of agenten in actieve dienst "met uitzondering van het bepaalde in artikel 4, 2°, betreffende de door de syndicale organisaties aangewezen leden (van de syndicale raad)". De Raad van State stelt derhalve voor, in artikel 4 niet meer te spreken van de erkenning al moet de Regering dan, ingeval zij daar prijs op stelt, in artikel 33 bepalen, dat de door de syndicale organisaties aangewezen leden van de syndicale raad onder de afgevaardigden van deze organisaties zijn begrepen.

Artikel 4 kan dan als volgt worden gelezen :

"Artikel 4.-

De raad is samengesteld uit :

1° een voorzitter, aangewezen door de Minister onder de magistraten van het Hof van verbreking of van het Parket bij dit Hof;

2° tien gewone leden, namelijk :

a) vijf leden aangewezen door de erkende syndicale organisaties van gerechtelijke officieren en agenten hetzij onder hun eigen in actieve dienst zijnde leden, hetzij onder de leden van erkende syndicale organisaties van het personeel der openbare diensten als bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 Juni 1955, met dien verstande dat deze laatsten, zo zij er zijn, niet talrijker dan de eersten mogen zijn;

.../...

b) vijf leden aangewezen door de Minister, waaronder vier magistraten van de rechterlijke orde zijn en één ambtenaar van het departement.

Een plaatsvervangend voorzitter en plaatsvervangende leden worden aangewezen volgens dezelfde regelen als de voorzitter en de gewone leden. De plaatsvervangende voorzitter en de plaatsvervangende leden hebben zitting bij afwezigheid onderscheidenlijk van de voorzitter en van een gewoon lid".

Artikel 5.

De woorden "door de Minister van Justitie" zijn overbodig na artikel 6, eerste lid. Artikel 5 ware zelfs beter als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

Aan de raad worden voor advies voorgelegd alle kwesties betreffende de stoffelijke, zedelijke en beroepsbelangen van de gerechtelijke officieren en agenten, ook die welke de beroepsopleiding van het personeel, de materiële inrichting der diensten in het algemeen, de verbetering van de arbeidsvoorwaarden, de gezondheid en de veiligheid betreffen.

Zo het openbaar belang zulks vereist, hoeft het advies echter niet ingewonnen te worden wanneer de te nemen beslissingen slechts in oorlogstijd uitwerking hebben".

.../...

Artikel 7.

In § 1, Franse versie, ware het correcter te schrijven: "si la majorité de ses membres sont présents", aangezien de tekst de nadruk legt op het aantal aanwezige leden en niet op de groep die zij vormen.

In § 3 is het, volgens de uitleg van de bevoegde ambtenaar, aan onachtzaamheid te wijten dat de bepaling van het tweede lid van artikel 9, § 3, van het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten niet is overgenomen :

"Bij staking van stemmen maakt het advies verplicht melding van beide zienswijzen".

Het ontwerp behoeft dienovereenkomstig aanvulling.

Artikel 8.

Een nauwkeuriger lezing voor § 2, eerste lid, ware de volgende :

"§ 2. De beslissing genomen naar aanleiding van de syndicale raadpleging wijst op het uitgebracht advies of vermeldt de ontstentenis er van in het geval als bepaald in artikel 7, § 2".

Artikelen 12 en 13.

De Raad van State acht beide artikelen overbodig. Het eerste, dat voorkwam in het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel van 11 Juli 1949, is in het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten van 20 Juni 1955 niet opgenomen. Het tweede, dat aansluit bij het door het ontwerp opgeheven artikel 8, derde lid, van het besluit van de Regent van 30 Mei 1949, heeft geen bestaansreden ten aanzien van twee onderling onafhankelijke instellingen waarvan de wederzijdse bevoegdheden elkaar niet uitsluiten.

.../...

Opschrift van titel III.

Dit opschrift stelle men als volgt :

"TITEL III.- SYNDICALE VERKIEZINGEN."

Artikel 20.

Een nauwkeuriger lezing voor § 2 ware de volgende :

"§ 2. De stemburelen houden zitting in de gebouwen van de gerechtelijke politie bij de parketter

Zij omvatten een voorzitter en twee bijzitters.

Voorzitter is de officier die de leiding heeft over de gerechtelijke politie van het arrondissement waar het stembureel zitting houdt.

De bijzitters worden door de voorzitter aangewezen, één onder de gerechtelijke officieren en één onder de gerechtelijke agenten".

Artikel 23.

De tekst onder 3° ware als volgt aan te vullen :
(Ongeldig zijn:) "3° de bevuilde biljetten, die waarop een teken voorkomt en die waarvan de vorm of de afmetingen mochten veranderd zijn; de in artikel 24, § 2, bedoelde omslagen, die bevuild zijn of waarop een teken voorkomt of waarvan de vorm of de afmetingen mochten veranderd zijn;".

.../...

Voorts zou hier moeten bepaald, wat gebeurt met de omslagen waarin meer dan een biljet voorkomt (cfr artikel 24, § 2).

Artikel 24.-

In § 3, eerste lid, schrijve men , ter voldoening aan de voorgaande opmerking,"worden alle stembiljetten en omslagen ... geteld".

In § 4 ware een nauwkeuriger lezing voor de tweede volzin : "Op de buitenomslag wordt de bij § 3, derde lid, voorgeschreven gedrukte vermelding aangebracht".

Artikel 26.

In het eerste lid ware de tweede volzin als volgt aan te vullen : "De stemopneming geschiedt in het Ministerie van Justitie, in aanwezigheid of na behoorlijke oproeping van de afgevaardigden van de syndicale organisaties, die candidaat zijn". Op deze wijze wordt vermeden dat de onregelmatigheid van de verrichtingen wordt ingeroepen wanneer de afgevaardigden geen gevolg geven aan de oproep.

Artikel 33.

Rekening houdend met de bij artikel 4 gemaakte opmerkingen,ware artikel 33 beter als volgt te lezen :

.../...

"Artikel 33.-

Alle afgevaardigden van de erkende syndicale organisaties van gerechtelijke officieren en agenten, met inbegrip van de door deze organisaties aangewezen leden van de syndicale raad van advies, moeten door de Minister erkend zijn.

Zij moeten gerechtelijk officier of agent in actieve dienst zijn, behalve de leden van de syndicale raad van advies die de voornoemde organisaties niet uit hun midden hebben gekozen.

De afgevaardigden mogen alleen ten gunste van gerechtelijke officieren of agenten een syndicale opdracht vervullen.

De door deze afgevaardigden gemandateerde personen moeten gerechtelijke officieren of agenten in actieve dienst zijn.

De in het eerste lid bedoelde erkenning kan slechts geweigerd of ingetrokken worden na advies van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten",

Artikel 34.

Aangezien dit artikel uiteraard geen toepassing kan vinden op personen uit de "particuliere sector" ware de hiernavolgende lezing van het eerste lid nauwkeuriger :

.../...

"De gerechtelijke officieren en agenten, en de beambten van openbare diensten die van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie bij de parketten deel uitmaken of die wegens hun technische kennis op vergaderingen van deze raad worden ontboden, krijgen verlof".

Onder 1° van hetzelfde lid verwijze men, zoals in het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten,"naar de werkzaamheden van de nationale commissies en comité's". Het hoedanigheidswoord is in feite wellicht overbodig voor de organisaties van gerechtelijke officieren en agenten ; de bepaling heeft evenwel ook betrekking op de syndicale organisaties van het personeel der openbare diensten.

In zover het betrekking heeft op het Rijkspersoneel, zou over het gehele artikel, volgens het voorschrift van artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 October 1937, in Ministerraad moeten worden beraadslaagd en zou het met redenen moeten worden omkleed, aangezien het afwijkt van de koninklijke besluiten van 16 Maart 1940 en 23 Maart 1955 betreffende het verlof van het Rijkspersoneel, waarin geen sprake is van "kort syndicaal verlof". Het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 verleent aan het personeel der openbare diensten alleen verlof met het oog op hun deelneming aan de syndicale werkzaamheden der evenvermelde diensten, waaronder de gerechtelijke politie bij de parketten niet voorkomt.

.../...

Artikel 36.

Dit artikel moet in overeenstemming worden gebracht met de artikelen 4 en 33, zoals de Raad van State voorstelt ze te wijzigen.

"Artikel 36.-

De afgevaardigden der syndicale organisaties, met inbegrip van de door de syndicale organisaties aangewezen leden van de syndicale raad van advies, alsook degenen die wegens hun technische kennis op vergaderingen van deze raad worden ontboden, zijn er toe gehouden niets kenbaar te maken van de feiten en bescheiden die door de Minister of de voorzitter van de syndicale raad van advies beschouwd worden als van vertrouwelijke aard te zijn.

Ten aanzien van de afgevaardigden kan de schending van deze regel de intrekking van de bij artikel 33 bedoelde erkenning medebrengen".

Artikel 37.

Om rekening te houden met alle gevolgen van de afschaffing van de paritaire commissie van advies bij het regelingscomité, stelt de Raad van State voor, de opheffingsbepaling als volgt aan te vullen :

.../...

"Artikel 37.-

§ 1. Opgeheven worden: de artikelen 8 tot 11 van het besluit van de Regent van 30 Mei 1949, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 December 1952.

§ 2. Geschrapt worden :

1° in artikel 2 van hetzelfde besluit, de woorden : "onder voorbehoud van de bevoegdheden van de paritaire commissie van advies, opgericht bij het regelingscomité" ;

2° in artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 December 1952, de woorden "en van de paritaire commissie van advies bij het regelingscomité".

§ 3. Het opschrift van hetzelfde besluit wordt als volgt vervangen : "Besluit van de Regent betreffende het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten".

SLOTOPMERKING.

Indien met de wenken, welke de Raad van State met betrekking tot de artikelen 4 en 34 heeft gegeven, rekening wordt gehouden, moet in de aanhef van het ontwerp dienovereenkomstig :

1° na het besluit tot inrichting van het regelingscomité, verwezen worden naar het koninklijk besluit van 20 Juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten ;

.../...

2° vóór de adviezen een motiverende considerans ter verantwoording van het "kort syndicaal verlof" worden ingevoegd ;

3° aan het slot melding worden gemaakt van de beraadslaging in Ministerraad.

---

a chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

essieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, — prédident,
e Heren : raadsheer van State, — voorzitter,

J.COYETTE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version éerlandaise a été vérifiée sous e contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.